



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DF DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Service Comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Octobre 2017



DF DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses du budget général par titres et catégories	6
Dépenses du budget général par missions et programmes	7
Recettes	10
Recettes fiscales du budget général	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -77,14 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin octobre 2017 s'élève à -77,14 Md€ contre -86,41 Md€ à fin octobre 2016 à périmètre constant. Ce solde s'explique par une hausse des dépenses nettes de

11,95 Md€, une augmentation des recettes nettes de 11,12 Md€ et une amélioration du solde des comptes spéciaux de 10,10 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 277,87 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

✓ Mission **Engagements financiers de l'Etat** : 15,00 Md€, principalement dédiés au programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (14,91 Md€) ;

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,65 Md€, dont 2,65 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » et 1,83 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » ;

✓ Mission **Défense** : 3,25 Md€, dont 1,80 Md€ au titre du programme « Soutien de la politique de la Défense » et 0,78 Md€ au titre du programme « Préparation et emploi des forces » ;

Les dépenses nettes à fin octobre 2017 s'élèvent à 277,87 Md€ contre 265,92 Md€ à fin octobre 2016 à périmètre constant. Cette évolution (+11,95 Md€) résulte notamment des hausses des dépenses de personnel (+3,68 Md€, conformément à la hausse des prévisions constatées en LFI), d'intervention (+3,66 Md€, principalement au titre des programmes « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi »,

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 3,12 Md€, dont 1,91 Md€ au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » et 0,78 Md€ au titre du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » ;

✓ Mission **Sécurités** : 1,59 Md€, partagé essentiellement entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,84 Md€ et « Gendarmerie nationale » pour 0,72 Md€ ;

✓ Mission **Egalité des territoires et logement** : 1,08 Md€, essentiellement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (0,85 Md€).

« Inclusion sociale et protection des personnes », « Economie et développement durable des entreprises agricoles, agroalimentaires et forestières » et « Handicap et dépendance ») et de fonctionnement (+3,66 Md€, principalement au titre des programmes « Développement des entreprises et du tourisme », « Préparation et emploi des forces » et « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires »).

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 209,61 Md€

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*)

TVA : 12,47 Md€ ;

IR : 5,90 Md€ ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 2,63 Md€, dont 1,16 Md€ au titre des autres taxes intérieures (essentiellement la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité) et 0,90 Md€ de droits de mutations à titre gratuit ;

Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques : 1,07 Md€ ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -3,38 Md€, dont -2,26 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -1,54 Md€.

* nettes de R et D : nettes de remboursements et dégrèvements



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 248,00 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin octobre 2017 s'élèvent à 248,00 Md€ contre 240,49 Md€ à fin octobre 2016 à périmètre constant.

Cette évolution (+7,51 Md€) s'explique notamment par les hausses des droits d'enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes pour 5,82 Md€ (essentiellement en raison de la hausse des autres taxes

intérieures, notamment la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité), des recettes nettes de TVA pour 5,22 Md€, d'IR pour 0,73 Md€ et d'IS pour 0,60 Md€. Cette augmentation est, cependant, partiellement compensée par des baisses de recettes de TICPE (-4,43 Md€).

Recettes non fiscales : 8,71 Md€

Les recettes non fiscales à fin octobre 2017 s'élèvent à 8,71 Md€ contre 8,69 Md€ à fin octobre 2016.

Cette faible évolution (+0,02 Md€) est toutefois marquée par une augmentation des dividendes et recettes assimilées pour 2,28 Md€, liée aux produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières en hausse (+2,54 Md€), compensée par la

réduction du montant des amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite pour 0,92 Md€ (principalement le produit des amendes prononcées par les autorités de la concurrence) et la diminution des produits du domaine de l'Etat de 0,81 Md€ (principalement les redevances d'usage des fréquences radioélectriques).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -50,47 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -50,47 Md€ à fin octobre 2017 contre -53,90 Md€ à fin octobre 2016. Cette évolution (+3,43 Md€) s'explique

notamment par de moindres prélèvements au profit des collectivités territoriales (+2,68 Md€) et de l'Union européenne (+0,75 Md€).

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -8,88 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,43 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 31,80 Md€ (notamment au titre de l'échéance de la taxe foncière au 15 octobre).

Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » enregistre des dépenses pour 15,28 Md€ (essentiellement au titre des intérêts des OAT à taux fixes) et des recettes pour 15,10 Md€ (principalement au titre de l'abondement du budget général).

A fin octobre 2017, le solde des comptes spéciaux s'établit à -8,88 Md€ contre -18,98 Md€ à fin octobre 2016.

Cette évolution (+10,10 Md€) s'explique essentiellement par l'augmentation du solde des comptes de concours financiers (+5,56 Md€,

Le compte « **Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics** » affiche des dépenses pour un montant de 6,50 Md€ correspondant à une avance versée à l'Agence de services et de paiement (ASP) au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune.

Le compte « **Participations financières de l'Etat** » affiche des recettes pour un montant de 1,38 Md€ correspondant à la vente de titres ENGIE.

principalement en raison de recettes au compte « Avances à divers services de l'Etat ou organisme gérant des services publics ») et des comptes de commerce (+4,04 Md€, notamment en raison des recettes au compte « Soutien financier au commerce extérieur »).

Dette financière de l'Etat au 31 octobre : 1 690,11 Md€

Les principaux flux nets positifs enregistrés au cours de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de remboursements de 90,30 Md€) et les BTF (émissions

nettes de remboursements de 8,49 Md€). Les BTAN ont été intégralement remboursés pour un montant net de 35,50 Md€.



	Mois	Cumul à fin octobre		Renvoi Page	
	Octobre	2017	2016 retraité 2016 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-871	-77 135	-86 409	-85 539	5
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	35 508	277 871	265 919	264 395	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	16 893	209 612	198 489	197 835	10
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	5 901	65 321	64 589	64 587	
- IS *	-757	17 716	17 116	17 116	
- TVA	12 467	125 938	120 720	120 605	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	17 744	-8 877	-18 979	-18 979	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-1 184	109 354			16
Dettes financières de l'Etat	-19 524	1 690 106			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	991	988	988
Dépenses de personnel	10 499	106 023	102 342	102 374
Dépenses de fonctionnement	4 884	46 210	42 554	42 285
Charges de la dette de l'Etat	14 909	40 464	40 326	40 326
Dépenses d'investissement	697	9 305	8 744	8 744
Dépenses d'intervention	4 475	73 621	69 959	68 673
Dépenses d'opérations financières	45	1 256	1 005	1 005
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	35 508	277 871	265 919	264 395
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	20 548	247 995	240 485	239 859
Recettes non fiscales	846	8 711	8 692	8 692
Prélèvements sur recettes	-4 909	-50 467	-53 895	-53 923
Fonds de concours	407	3 373	3 207	3 207
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	16 893	209 612	198 489	197 835
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	21 802	260 080	252 383	251 758
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-18 615	-68 259	-67 430	-66 560
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	1 136	1 711	1 142	1 142
Solde des comptes de concours financiers	16 790	-15 014	-20 572	-20 572
Solde des comptes de commerce	-172	4 373	334	334
Solde des comptes d'opérations monétaires	-7	-177	-10 179	-10 179
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	17 744	-8 877	-18 979	-18 979
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-871	-77 135	-86 409	-85 539



	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	10 499	106 023	102 342	102 374
Rémunérations d'activité	6 007	60 425	58 371	58 387
Cotisations et contributions sociales	4 448	45 038	43 360	43 375
Prestations sociales et allocations diverses	44	560	611	612
AUTRES TITRES	25 008	171 848	163 577	162 021
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	991	988	988
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	4 884	46 210	42 554	42 285
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 106	20 907	18 217	18 137
Subventions pour charges de service public	2 778	25 304	24 337	24 148
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	14 909	40 464	40 326	40 326
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	14 909	40 464	40 326	40 326
Titre 5 - Dépenses d'investissement	697	9 305	8 744	8 744
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	596	7 179	7 150	7 149
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	101	2 126	1 594	1 595
Titre 6 - Dépenses d'intervention	4 475	73 621	69 959	68 673
Transferts aux ménages	1 543	36 681	33 807	34 711
Transferts aux entreprises	735	12 546	11 030	9 167
Transferts aux collectivités territoriales	476	6 269	5 627	5 534
Transferts aux autres collectivités	1 720	18 098	19 462	19 228
Appels en garantie	0	27	33	33
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	45	1 256	1 005	1 005
Prêts et avances	0	278	37	37
Dotations en fonds propres	43	414	393	393
Dépenses de participations financières	2	564	575	575
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	35 508	277 871	265 919	264 395



unité : million d'€	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2017		Cumul à fin octobre 2016 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	393	426	2 509	2 426	2 863
Action de la France en Europe et dans le monde	339	350	1 540	1 478	1 795
Diplomatie culturelle et d'influence	30	51	643	631	623
Français à l'étranger et affaires consulaires	24	25	326	318	302
Conférence "Paris Climat 2015" (1)	0	0	0	0	144
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	301	274	2 493	2 376	2 260
Administration territoriale	146	139	1 402	1 362	1 337
Vie politique, culturelle et associative	66	74	356	291	218
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	88	60	735	722	705
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	170	167	2 513	2 451	2 178
Economie et développement durable de l'agriculture et des territoires (1)	0	0	0	0	649
Economie et développement durable des entreprises agricoles, agroalimentaires et forestières (2)	50	66	1 471	1 450	574
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	66	48	510	477	429
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	53	53	532	523	526
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	1 090	57	2 724	1 954	2 012
Aide économique et financière au développement	1 043	5	1 541	788	803
Solidarité à l'égard des pays en développement	46	52	1 184	1 166	1 209
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement (1)	0	0	0	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	9	14	1 930	1 910	1 963
Liens entre la Nation et son armée	2	1	30	27	27
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	7	5	1 815	1 804	1 855
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	8	86	79	80
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	52	49	527	528	509
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	33	32	307	310	302
Conseil économique, social et environnemental	0	0	41	41	39
Cour des comptes et autres juridictions financières	19	18	179	176	168
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
CULTURE	151	183	2 523	2 176	2 099
Patrimoines	39	48	787	603	595
Création	20	41	739	647	617
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	91	95	997	926	887
DEFENSE	2 935	3 245	35 570	35 864	34 375
Environnement et prospective de la politique de défense	85	104	1 042	1 193	1 177
Préparation et emploi des forces	679	776	6 758	7 278	6 663
Soutien de la politique de la défense	1 753	1 799	18 638	18 835	18 129
Equiperment des forces	418	566	9 132	8 558	8 406
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	130	120	1 170	1 070	1 011
Coordination du travail gouvernemental	56	55	488	471	402
Protection des droits et libertés	5	5	74	78	81
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	69	60	607	520	528
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	801	693	9 899	9 558	8 770
Infrastructures et services de transports	477	195	3 814	3 463	3 114
Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture	8	16	149	131	119
Météorologie (1)	0	0	0	0	146
Paysages, eau et biodiversité	10	10	215	215	196
Expertise, information géographique et météorologie (2)	33	33	433	433	82
Prévention des risques	39	13	168	157	-8
Energie, climat et après-mines	4	4	326	471	362
Service public de l'énergie	0	174	2 331	2 164	2 023
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	231	248	2 463	2 524	2 735



unité : million d'€	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2017		Cumul à fin octobre 2016 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECONOMIE	104	110	2 973	2 964	1 264
Développement des entreprises et du tourisme	51	61	2 204	2 200	756
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	35	34	373	368	368
Stratégie économique et fiscale	18	15	396	396	139
EGALITE DES TERRITOIRES ET LOGEMENT	189	1 080	16 247	16 072	15 930
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	154	204	1 682	1 419	1 239
Aide à l'accès au logement	9	854	14 229	14 221	14 201
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	27	23	335	433	489
Conduite et pilotage des politiques du logement et de l'habitat durable (2)	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	14 909	15 001	40 633	40 845	40 572
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	14 909	14 909	40 464	40 464	40 326
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	27	27	21
Epargne	0	0	75	74	121
Majoration de rentes	0	0	117	117	0
Dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	93	-50	163	103
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 629	5 651	58 383	58 306	56 057
Enseignement scolaire public du premier degré	1 827	1 828	17 931	17 929	16 953
Enseignement scolaire public du second degré	2 644	2 650	26 830	26 824	26 020
Vie de l'élève	299	310	4 347	4 309	4 107
Enseignement privé du premier et du second degrés	534	535	6 267	6 256	6 065
Soutien de la politique de l'éducation nationale	212	236	1 843	1 852	1 812
Enseignement technique agricole	113	93	1 165	1 136	1 099
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	892	924	9 156	9 105	8 943
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	683	712	6 694	6 674	6 634
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	64	78	1 038	1 017	790
Facilitation et sécurisation des échanges	132	129	1 271	1 263	1 276
Entretien des bâtiments de l'Etat (1)	0	0	0	0	89
Fonction publique	13	5	153	151	153
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	133	180	1 208	983	918
Immigration et asile	130	133	1 041	824	735
Intégration et accès à la nationalité française	3	47	167	159	183
INVESTISSEMENTS D'AVENIR (3)	550	0	3 180	0	0
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche (3)	400	0	950	0	0
Valorisation de la recherche (3)	150	0	880	0	0
Accélération de la modernisation des entreprises (3)	0	0	1 350	0	0
JUSTICE	811	662	7 613	6 839	6 634
Justice judiciaire	275	271	2 727	2 719	2 695
Administration pénitentiaire	422	265	3 570	2 826	2 697
Protection judiciaire de la jeunesse	56	69	690	660	647
Accès au droit et à la justice	28	28	347	346	325
Conduite et pilotage de la politique de la justice	29	28	276	285	267
Conseil supérieur de la magistrature	0	1	3	3	4
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	15	13	450	365	362
Presse et médias (2)	11	7	197	188	172
Livre et industries culturelles	4	6	253	177	171
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique (1)	0	0	0	0	18
OUTRE-MER	70	71	1 653	1 477	1 546
Emploi outre-mer	20	22	1 144	979	1 022
Conditions de vie outre-mer	50	48	509	498	524



unité : million d'€	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2017		Cumul à fin octobre 2016 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
POLITIQUE DES TERRITOIRES	71	40	613	486	484
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	54	21	235	131	176
Interventions territoriales de l'Etat	1	5	35	36	22
Politique de la ville	16	15	343	319	287
POUVOIRS PUBLICS	0	0	991	991	988
Présidence de la République	0	0	100	100	100
Assemblée nationale	0	0	518	518	518
Sénat	0	0	324	324	324
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	14	14	10
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	277	3 117	25 501	24 690	23 213
Formations supérieures et recherche universitaire	74	1 912	12 898	12 887	12 524
Vie étudiante	59	322	2 382	2 149	2 039
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	10	775	6 404	5 619	4 958
Recherche spatiale	0	56	1 395	1 257	1 165
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	9	11	1 397	1 721	1 457
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	25	17	468	619	613
Recherche duale (civile et militaire)	78	0	161	83	83
Recherche culturelle et culture scientifique	1	1	109	75	111
Enseignement supérieur et recherche agricoles	21	22	286	280	263
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	93	439	5 673	5 571	5 716
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	56	332	3 655	3 622	3 599
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	69	759	690	687
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	38	38	1 259	1 259	1 429
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	144	143	3 709	2 738	2 130
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	125	134	3 294	2 330	1 946
Concours spécifiques et administration	19	9	415	408	184
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	8 168	8 123	88 285	88 214	84 828
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	6 985	6 939	80 794	80 722	77 451
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	1 183	1 183	7 492	7 492	7 377
SANTE	6	36	1 175	967	995
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	6	36	420	353	432
Protection maladie	0	0	754	614	563
SECURITES	1 548	1 588	16 541	16 186	15 358
Police nationale	808	839	8 601	8 512	8 107
Gendarmerie nationale	698	717	7 530	7 255	6 830
Sécurité et éducation routières	4	3	27	23	22
Sécurité civile	38	28	383	396	400
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	132	284	16 130	15 573	14 135
Inclusion sociale et protection des personnes	54	71	5 086	4 645	3 621
Handicap et dépendance	8	121	9 726	9 674	9 316
Egalité entre les femmes et les hommes	2	2	20	20	17
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	69	90	1 299	1 234	1 181
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	105	32	768	592	557
Sport	6	9	233	212	228
Jeunesse et vie associative	99	23	536	380	329
TRAVAIL ET EMPLOI	154	906	13 623	12 809	12 076
Accès et retour à l'emploi	128	582	6 935	6 672	7 327
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	-29	267	6 084	5 504	4 133
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	1	35	68	65
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	55	56	570	565	551
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	40 034	43 630	376 366	366 085	350 747
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	31 866	35 508	288 081	277 871	265 919

(1) suppression en 2017
(2) changement de libellé en 2017
(3) création en 2017



	Mois		Cumul à fin octobre	
	Octobre	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	6 138	69 526	68 968	68 966
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	624	3 886	3 657	3 657
Impôt sur les sociétés (C)	714	44 909	42 867	42 867
Impôt sur les sociétés	705	43 907	41 953	41 953
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	9	1 002	914	914
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	379	12 011	11 784	11 784
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	91	870	544	544
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	170	3 460	3 249	3 249
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	1	1	0	0
Impôt de solidarité sur la fortune	93	4 813	4 833	4 833
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	33	33
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	77	92	92
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	16	5	5
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	12	11	11
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	24	20	20
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	10	61	69	69
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	286	187	187
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	2	2	2
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	6	11	11
Recettes diverses	11	2 384	2 729	2 729
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 071	8 565	12 996	13 015
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	17 114	170 494	164 043	163 928
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 631	26 819	20 998	20 471
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	46	384	387	387
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	21	146	129	129
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	1	1	1
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	2	13	7	7
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	142	1 909	1 488	1 488



	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit par décès	758	9 021	8 722	8 722
Contribution de sécurité immobilière	63	579	518	518
Autres conventions et actes civils	35	395	452	452
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	39	357	319	319
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	13	160	146	146
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	17	182	218	218
Timbre unique	43	294	149	149
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	1 156	8 601	3 565	3 038
Autres droits et recettes accessoires	0	4	4	4
Amendes et confiscations	3	32	46	46
Taxe générale sur les activités polluantes	4	22	87	87
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	2	174	290	290
Autres droits et recettes à différents titres	0	2	2	2
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	7	36	45	45
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	43	44	44
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	24	25	25
Taxe de l'aviation civile	0	0	9	9
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	576	577	577
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	27	27	27
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	203	1 759	1 678	1 678
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	80	640	620	620
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	36	360	356	356
Prélèvement sur les paris sportifs	35	236	228	228
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	5	46	48	48
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	-107	572	577	577
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	24	227	233	233
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	28 671	336 209	325 313	324 687
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	20 548	247 995	240 485	239 859



	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	326	4 358	2 081	2 081
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	2 872	328	328
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	92	328	179	179
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	234	1 158	1 573	1 573
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	184	1 220	2 032	2 032
Revenus du domaine public non militaire	9	94	162	162
Autres revenus du domaine public	2	132	130	130
Revenus du domaine privé	0	0	48	48
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	37	199	802	802
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	134	786	726	726
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	151	151
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	2	10	12	12
Produits de la vente de biens et services (C)	144	887	890	890
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	34	289	343	343
Autres frais d'assiette et de recouvrement	72	527	486	486
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	37	59	48	48
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	3	3	3
Autres recettes diverses	1	10	10	10
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	31	319	751	751
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	12	70	562	562
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	1	5	7	7
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	3	12	13	13
Intérêts des autres prêts et avances	6	60	36	36
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	7	145	107	107
Autres avances remboursables sous conditions	0	1	2	2
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	6	6	6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	2	20	17	17



	Mois		Cumul à fin octobre	
	Octobre	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	77	757	1 680	1 680
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	0	269	962	962
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	36	75	11	11
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	0	7	11	11
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	39	343	622	622
Frais de poursuite	1	8	7	7
Frais de justice et d'instance	1	9	10	10
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	1	11	11
Divers (F)	84	1 170	1 259	1 259
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur (1)	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	17	228	283	283
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	25	187	157	157
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	6	6	6
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	6	14	14
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	1	6	7	7
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	6	7	7
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	5	5	5
Récupération d'indus	2	23	48	48
Recouvrements après admission en non-valeur	14	113	115	115
Divers versements de l'Union européenne	0	13	17	17
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	1	16	17	17
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	25	18	18
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	1	1	1
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	9	169	170	170
Produits divers	2	257	259	259
Autres produits divers	9	109	136	136
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	846	8 711	8 692	8 692

(1) changement de libellé en 2017



	Mois		Cumul à fin octobre	
	Octobre	2017	2016 retraité	2016 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 375	-35 887	-38 564	-38 592
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 263	-26 367	-28 809	-28 837
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-8	-9	-9
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-38	-38	-58	-58
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-683	-2 947	-3 221	-3 221
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-101	-1 768	-1 460	-1 460
Dotation élu local	0	-65	-64	-64
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-1	-27	-43	-43
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	-1	0	0
Dotation départementale d'équipement des collèges	0	-326	-326	-326
Dotation régionale d'équipement scolaire	0	-661	-661	-661
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	-3	-3	-3
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-249	-2 620	-2 775	-2 775
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-28	-466	-517	-517
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement (1)	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	-2	-46	-147	-147
Dotation de compensation des produits syndicaux fiscalisés (1)	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (complément au titre de 2011) (1)	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	-3	-3	-3
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-7	-69	-69	-69
Dotation exceptionnelle de correction des calculs de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle et du prélèvement ou du reversement des fonds nationaux de garantie individuelle des ressources (1)	0	0	0	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-2	-389	-399	-399
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	-82	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 535	-14 580	-15 331	-15 331
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-4 909	-50 467	-53 895	-53 923
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	395	3 199	3 019	3 019
Fonds de concours - coopération internationale	12	174	188	188
TOTAL FONDS DE CONCOURS	407	3 373	3 207	3 207

(1) suppression en 2017



unité : million d'€.

	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2017	2016 exécuté	2017	2016 exécuté	2017	2016 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	5 987	7 123	64 639	54 307	66 350	55 449	1 711	1 142
Aides à l'acquisition de véhicules propres	0	30	213	207	286	222	73	15
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	23	110	776	727	1 335	1 297	559	570
Développement agricole et rural	33	2	110	114	125	124	16	11
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	45	32	282	290	316	314	34	23
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	26	1 435	1 396	1 591	1 541	156	145
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	41	42	249	367	297	340	48	-27
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	183	233	183	233
Participations financières de l'Etat	6	1 380	8 414	1 330	6 493	79	-1 921	-1 251
Pensions	5 146	4 821	47 376	46 914	49 331	47 787	1 955	872
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	400	19	358	19	-42	0
Transition énergétique	693	680	5 384	2 943	6 035	3 493	652	550
Comptes de concours financiers	15 296	32 086	101 759	99 382	86 745	78 810	-15 014	-20 572
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	6 500	28	13 766	12 248	5 463	127	-8 303	-12 120
Avances à l'audiovisuel public	328	187	3 275	3 223	1 850	1 942	-1 425	-1 281
Avances aux collectivités territoriales	8 434	31 804	84 522	83 184	78 948	76 200	-5 575	-6 985
Prêts à des Etats étrangers	34	64	195	727	321	507	127	-220
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	3	0	1	163	34	162	34
Comptes de commerce	15 936	15 765	45 734	45 624	50 107	45 958	4 373	334
Approvisionnement de L'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	66	7	491	369	546	538	55	170
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	16	14	136	128	139	133	3	6
Couverture des risques financiers de l'Etat	506	506	1 901	2 639	1 901	2 639	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	31	65	447	465	560	547	113	82
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	15 280	15 098	42 289	41 971	42 330	42 013	41	42
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	8	6	0	8	8	2	8
Opérations commerciales des domaines	4	6	35	34	61	58	25	24
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	1	20	19	10	21	-10	2
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur (1)	32	61	408	0	4 552	0	4 144	0
Comptes d'opérations monétaires	122	115	1 348	10 898	1 171	719	-177	-10 179
Emission des monnaies métalliques	25	6	134	127	222	240	88	114
Opérations avec le Fonds Monétaire International	86	90	1 151	10 756	921	460	-229	-10 296
Pertes et bénéfices de change	11	19	63	15	28	19	-35	4
TOTAL COMPTES SPECIAUX	37 341	55 088	213 480	210 212	204 374	180 936	-9 106	-29 275
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	37 255	54 998	212 329	199 455	203 452	180 476	-8 877	-18 979

(1) création en 2017



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2016	Flux nets de l'année	Solde à fin octobre 2017
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	445	59	504
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	1	10
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	287	230	516
	Total organismes à caractère financier	742	289	1 031
	CEPL			
	Régions	1 866	1 534	3 400
	Départements	5 232	758	5 991
	Communes	23 185	-31	23 154
	HLM	567	-221	346
	Autres	22 134	1 112	23 246
	Total CEPL	52 984	3 152	56 137
	Etablissements publics de santé	5 010	-157	4 853
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	10 693	1 579	12 272
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	3 774	407	4 182
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	2 818	2 542	5 360
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	862	31	892
	Total établissements publics nationaux	18 146	4 560	22 706
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	6 124	2 644	8 767
	Union européenne	3 786	1 506	5 292
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	52	13	64	
GIP	662	151	814	
EPL	2 305	416	2 721	
Autres correspondants	12 464	-5 513	6 951	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	41	-41	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	15 525	-4 974	10 551	
Total Dépôts de fonds du Trésor	102 316	7 020	109 336	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	9	10	19
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	9	10	19
Total Passif (A)		102 325	7 030	109 354
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		102 324	7 030	109 354



	Solde au 31/12/2016	Flux nets de l'année	Solde à fin octobre 2017
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 620 619	63 291	1 683 911
Titres négociables à moyen et long terme	1 486 694	54 797	1 541 492
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 451 194	90 297	1 541 492
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	1 251 637	92 947	1 344 584
- <i>taux variable</i>	180 172	-964	179 209
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	35 500	-35 500	0
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	35 500	-35 500	0
- <i>taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	133 925	8 494	142 419
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	133 925	8 494	142 419
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	7 135	-939	6 195
TOTAL (A+B+C)	1 627 754	62 352	1 690 106



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2016 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2016 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2017.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

Dette financière de l'Etat

Le tableau de la dette financière ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations.